

De l'air !

Autour de la lutte contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles

Voici un dossier sur la lutte contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles, lutte qui a commencé à la fin de l'année 2012 et qui est toujours en cours. Une lutte spécifique, contre une structure concrète de la domination. Si l'on ne veut pas se limiter à intervenir ici et là, essayant de repousser les mille horreurs que cette société nous impose quotidiennement, on peut toujours prendre en considération la possibilité de choisir un de ses projets les plus significatifs et entamer une lutte autonome contre celui-ci.

Une lutte contre la répression de l'Etat, mais en même temps contre une conception de la vie même et de l'espace urbain qui devrait la contenir. Mis en rang sous les yeux des caméras, l'un dans les rayons d'une prison, l'autre dans les ailes d'un supermarché, les citoyens détenus et « libres » partagent des jours et des nuits qui ne sont pas tellement dissemblables : surveillés dans leurs pas, contrôlés dans leurs mouvements, fichés dans leurs relations, catalogués dans leurs demandes, exploités au travail, aliénés de leurs désirs, anesthésiés par la télévision.

Une lutte contre un objectif facile à identifier par toutes les « classes dangereuses », encore bien présentes dans les quartiers de la capitale belge, mais potentiellement reconnaissable par (presque) tout le monde. Parce qu'avec la croissance des mesures sécuritaires et le durcissement législatif, la possibilité de finir derrière les murs de cette prison risque de connaître bien peu d'exceptions. Et plus une menace est indiscriminée, plus l'inté-

rêt à sa neutralisation peut se généraliser.

Une lutte qui tente de réunir la clarté de paroles exprimées de différentes manières avec la multiplicité de faits diurnes et nocturnes, individuels ou collectifs. Une richesse qui ne connaît pas de propriétaires, à laquelle on peut contribuer et dans laquelle on peut librement puiser. Sans serments de fidélité, sans tissus de parti. Parce que le but, c'est de diffuser une méthode qui est en même temps une perspective, et non pas d'exaucer une revendication humanitariste. Une méthode insurrectionnelle, basée sur l'action directe et l'auto-organisation, tendant vers la diffusion des hostilités contre les responsables et contre les rouages de ce projet répressif, cherchant à créer les conditions pour sa destruction.

Une lutte lancée par des individus qui ne cachent pas leur propre hostilité permanente contre toute forme de pouvoir, mais qui est aussi reprise par d'autres. Si force est de constater comment l'horizon institutionnel est en train de coloniser l'entière imagination humaine, cette lutte s'obstine pourtant à aller à la recherche de possibles complices, mais sans aller mendier de consensus chez personne. Car *il ne faut jamais confondre le crime qui s'appelle la liberté avec l'affaire qui s'appelle la politique*. Le premier a besoin de têtes brûlées que l'on ne trouve qu'en bas. Le deuxième a besoin de bons tuteurs qui ne se trouvent qu'en haut. Et cette réflexion est peut-être la meilleure suggestion que cette lutte en cours est en train de nous donner.

Chronologie des hostilités contre la maxi-prison, mais pas seulement

Décembre 2012

Tracts et affiches. Les premiers tracts sont distribués dans les quartiers d'Anderlecht, Saint-Gilles, Molenbeek, les Marolles et Anneesens, les premières affiches apparaissent.

Perturbation. En deux semaines, plusieurs incendies contre les infrastructures de la STIB (société de transport en commun à Bruxelles) dans les quartiers de Saint-Gilles, Anderlecht et Laeken, entraînant à chaque fois de paralysie de plusieurs heures de toute circulation.

Feu à la prison. Devant la prison d'Andenne, des pneus ont été incendiés vers 21h sur la voie ferrée qui longe le mur de la prison. Ça gueulait « liberté » et « vive la révolte », ensuite des feux d'artifices ont été tirés. Circulation des trains perturbée, chaos total pour les matons et la police.

Janvier 2013

Incident & sabotage. Acte de malveillance ou pas, ce n'est pas su, mais en tout cas, plusieurs quartiers à l'ouest de Bruxelles ont été privé d'Internet, télévision et de téléphone pendant presque une journée, la veille du Nouvel An.

L'ombre de la révolte. A Anderlecht, les sabotages et destructions des cabines électriques alimentant l'éclairage public se répandent comme une tâche d'huile.

Boum. Des inconnus ont fait exploser deux gros pétards contre les vitres du commissariat de Droiexhe, à Liège. L'explosion est survenue quelques jours après que la police bruxelloise a tiré sur Yacine, qui restera plusieurs semaines dans le coma.

Bravo. A Neder-over-Hembeek (Bruxelles), les locaux abritant les services de prévention de l'asbl Bravo (à l'intérieur de la Maison des Jeunes), ont été incendiés et détruits. L'asbl Bravo gère les services de prévention dans plusieurs communes bruxelloises et participe à la surenchère sécuritaire.

Cinq gardiens K.O. Un détenu à Saint-Gilles a réussi à envoyer cinq matons à l'hôsto.

Entreprises ciblées. En plusieurs endroits à Bruxelles, Charleroi et Liège, des poids lourds et des camionnettes appartenant à différentes entreprises, dont les noms n'ont pas été spécifiés par la presse, ont été incendiés.

Vidéosurveillance. Les nouvelles caméras de vidéosurveillance « intelligentes » dans la station métro de Merode à Bruxelles sont aveuglées avec de la peinture.

Février

Banque flambée. Quelques jours avant la manif⁷ des travailleurs contre l'austérité et la crise, vers



Contours de la lutte contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles



Afin d'expliquer le choix que des compagnons anarchistes ont fait d'entamer une lutte spécifique contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles, il nous paraît nécessaire de fournir quelques éléments d'analyse sur les transformations en cours de la ville, ainsi que de revenir brièvement sur les révoltes, les mutineries et les luttes à l'intérieur des prisons belges des dernières années.

Le contexte de Bruxelles, une métropole européenne en devenir

Contrairement à l'image d'une capitale européenne bien sécurisée et bien mortifère où règne la paix sociale que les autorités cherchent à véhiculer, les contradictions et tensions sociales restent bien présentes. Comme ailleurs en Europe, les conditions de survie dans les quartiers populaires se dégradent sensiblement. Afin d'en finir avec les émeutes récurrentes que les quartiers ont connu, des émeutes quantitativement certes pas très grandes, mais pourtant significatives ; avec la criminalité diffuse dont dépend une partie toujours croissante de la population bruxelloise pour assurer sa survie ; et plus généralement avec le rejet, certes pas généralisé mais bien palpable, des autorités, des forces de l'ordre et de la légalité, le pouvoir a lancé une véritable offensive. Cette offensive pour « pacifier Bruxelles » a plusieurs aspects.

Premièrement, il y a les très nombreux projets qui ont trait au réaménagement de l'espace urbain selon les impératifs du contrôle social et du capitalisme. Construction de centres commerciaux, développement de nouveaux quartiers sur des terrains vagues ou industriels, extension de la « zone européenne » où se

concentrent les institutions de l'Union Européenne, construction d'un Réseau Express Régional calé sur le modèle de toute métropole reliant Bruxelles avec les villes moyennes et les villages aux alentours et bien évidemment, réaménagement des quartiers pauvres à coups de projets de logements de luxe et par l'invasion de tous les services que la classe moyenne friquée exige.

Deuxièmement, on assiste à un renforcement sensible de la répression. Les effectifs de la police grossissent rapidement, faisant de Bruxelles la ville européenne avec le plus haut nombre de flics par 100 habitants. Ces effectifs sont davantage structurés en différents services pour couvrir des terrains spécifiques : police du métro, police de proximité, brigades anti-holdup, unités de renforts (pour faire face à des émeutes, des débordements, ... disponibles 24h sur 24h). Ensuite, comme dans d'autres métropoles, on assiste à une militarisation des transports en commun ; une vidéosurveillance (publique et privée) qui s'est considérablement étendue ; une violence brutale, systématique et meurtrière de la police¹ ; une gestion accrue de la presse afin de limiter et de censurer les échos des mécontentements ou des révoltes... S'y superposent alors la construction de plusieurs bastions de la répression, comme le nouveau quartier général de la Police Fédérale au cœur de Bruxelles, la construction du nouveau siège de l'OTAN et finalement la construction de la plus grande prison de la Belgique sur le territoire bruxellois (en plus des 12 autres nouvelles prisons déjà finies, en chantier ou prévues).

Troisièmement, il faut prendre en compte aussi la dégradation générale des conditions de sur-

vie pour des larges couches de la population bruxelloise. Il y a là, aux yeux de pouvoir, toute une population qui devient toujours plus « superflue » à l'économie, et qu'il convient alors de contenir ou de chasser de la métropole européenne en devenir. Le démantèlement de l'Etat social en cours (suppression des allocations et d'aides diverses, durcissement des conditions de travail) approfondira sans doute les contradictions sociales. Déjà, dans tous les quartiers populaires de Bruxelles, le chômage dépasse les 25 % et selon les chiffres officiels, un Bruxellois sur trois vit de revenus en dessous du seuil de pauvreté. Plutôt que sur les partis politiques, l'offensive du pouvoir mise massivement sur les très nombreux projets de citoyenneté, d'éducation et de prévention disséminés aux quatre coins de Bruxelles pour prévenir quelconque débordement. En même temps, par tous les moyens de propagande ou d'omission possibles, il tente d'effacer de la mémoire les révoltes, émeutes ou contestations que Bruxelles a pu connaître. Cela plonge beaucoup de personnes dans un présent vide de sens, sans passé et sans avenir prometteur, livrées de fait aux mensonges et déformations du pouvoir.

Plus généralement, comme dans d'autres pays européens, cette lutte intervient dans un contexte d'« austérité », c'est-à-dire de forte restructuration économique qui va de pair avec une gestion différente du conflit social. Tout système qui traverse une restructuration est objet d'une certaine fragilité. Afin de prévenir ou d'être capable d'y répondre adéquatement, les Etats restructurent aussi la vaste sphère répressive. Intensifier le contrôle social, supprimer les menaces subversives, construire des nouvelles prisons et des centres de détention, appliquer de façon toujours plus intégrée les technologies de contrôle, former des nouvelles unités de police et de l'armée pour intervenir lors de troubles... Si dans chaque région, les accents de cette restructuration varient, la logique est la même : si la production de paix sociale n'est plus assurée, la répression se prépare à répondre à tout sursaut de la guerre sociale.

Le choix pour une lutte spécifique contre la construction d'une maxi-prison

De 2006 à 2011, les prisons en Belgique ont été secouées par des dizaines de mutineries, de révoltes et d'évasions. Cette agitation à l'intérieur des murs a aussi trouvé des échos solidaires à l'extérieur, tant d'anarchistes que d'autres rebelles. En sachant aussi que de nombreuses personnes, et d'ailleurs toujours plus fréquemment, font des allées-retours vers la prison, la question est particulièrement présente dans plusieurs quartiers bruxellois.

En gardant en tête qu'il y a eu pas mal d'expériences menées sur le terrain de la lutte contre la prison, on pourrait maintenant donner les éléments qui ont amené les compagnons à

choisir de mener une lutte spécifique et projectuelle contre la construction de la maxi-prison. Tout d'abord, le projet de lutte envisagé se veut un parcours de lutte autonome, basé sur nos propres perspectives et temporalités, nos propres analyses et idées. En cela, il ne s'agit pas d'une campagne pour affronter une situation particulière, ni d'une intervention anarchiste dans un mouvement plus large de contestation. Nous avons choisi pour une telle approche parce qu'elle nous semblait le mieux adapté à ce que on pouvait faire ici et qu'elle nous permettait de lier ensemble nos idées, nos analyses et nos méthodes de lutte dans une perspective insurrectionnelle.

Il s'agissait dans ce choix d'entamer une lutte qui pourrait inclure tous les aspects de l'offensive du pouvoir qu'on a esquissé plus haut et en même temps nous permettre de développer une projectualité insurrectionnelle, c'est-à-dire, qui choisit un terrain ayant la potentialité de diffuser ou de déclencher les hostilités contre un projet visible et palpable du pouvoir et qui se propose de créer les conditions de lutte pour pouvoir détruire ce projet. Nous sommes de l'avis qu'une telle lutte pourrait en même temps et au fur et à mesure qu'elle se développe, faire vaciller les autres aspects de l'offensive du pouvoir, et fournir une méthodologie de lutte (auto-organisation, conflictualité permanente et attaque) à tous ceux qui veulent se battre contre le système.

Il va de soi que l'explication sur nos activités des derniers temps peut sembler un peu « schématique », pouvant faire croire que tout correspond à un plan préétabli. Si les discussions sur la perspective de cette lutte ont pris beaucoup de temps et ont permis d'élaborer en quelques sortes les grandes lignes de ce projet de lutte, nous tenons à clarifier que les activités sont le fruit de discussions permanentes, d'initiatives autonomes, de retours critiques, de rencontres avec d'autres rebelles et d'occasions qui ont été saisies.

A partir de décembre 2012, nous avons tenté d'être présents dans plusieurs quartiers de Bruxelles, reliant la proposition de lutter contre la construction d'une maxi-prison à la critique des transformations en cours à Bruxelles et de la prison en soi et. Une partie importante des activités consiste à diffuser cette proposition de lutte par une multiplicité de moyens autonomes (donc, sans passer par aucune médiation, en restant loin de et en critiquant toujours les organisations officielles, syndicales ou politiques)². Les réactions sont généralement enthousiastes, ces activités donnant assez souvent lieu à des discussions riches. S'en sont suivies plusieurs initiatives de lutte plus « concentrées » pendant un temps déterminé et sur un territoire précis, comme par exemple une semaine d'agitation le quartier de Saint-Gilles, un week-end de lutte à Anderlecht avec l'occupation d'un bâtiment vide et toute une série d'activités ou encore une manifestation autonome et une petite occu-

¹ Entre novembre 2013 et avril 2014, on compte presque une personne morte par mois lors de ou suite à une intervention de la police ; sans parler des dizaines, voir des centaines de personnes qui ont subies des tabassages, voir des tortures en règles, dans les commissariats ou lors d'arrestations.

² Par exemple : des tracts, des affiches, des tags, des banderoles, des petits rassemblements, des tables de presse, des projections sauvages d'un court-métrage contre la nouvelle prison, des discussions dans la rue, la diffusion de notre feuille régulière *Hors Service* et depuis novembre 2014, de *Ricochets*, le bulletin de la lutte, la distribution de la « propagande » dans des points fixes de diffusion comme des bars, des boulangeries ou d'autres lieux.

23h, des inconnus ont mis le feu à coups de cocktails Molotov à une agence bancaire BNP Paribas à Schaerbeek (Bruxelles). La BNP finance aussi la construction de nouvelles prisons.

Bye bye écran géant. A Ixelles, un écran géant des autorités bruxelloises crachant de la publicité pour eurocrates, diplomates et entrepreneurs est une fois de plus pris pour cible par des lanceurs de bombes de peinture.

Mars

Déchaînon-nous. Parution d'un numéro unique « Non à la maxi-prison », distribué dans la rue et mis dans tous les boîtes aux lettres de Saint-Gilles.

Agitation. Pendant une semaine, plusieurs initiatives contre la maxi-prison ont eu lieu à Saint-Gilles (banderoles, rassemblement, petite manif sauvage, projection du court-métrage, ...), le tout complété avec une large distribution de tracts et d'affiches.

Trois en un coup. Le 10 mars, des inconnus ont incendié un immeuble de bureaux à Anderlecht, provoquant des gros dégâts. L'immeuble abritait le siège des entreprises Siemens, Fujitsu et Cytec, toutes notamment impliqués dans les technologies de contrôle et de sécurité.

Marqué. Fin mars, la façade du bâtiment du Ministère de la Justice (St-Gilles) a été la cible de grands lancés de peinture.

Avril

« Libérez Saint-Gilles ». Début avril, un inconnu a appelé à la prison de Saint-Gilles et a menacé qu'il y avait une charge explosive cachée dans les bâtiments. L'inconnu revendique la libération de tous les prisonniers de Saint-Gilles.

Crame, chantier, crame. Dans le zoning industriel d'Anderlecht, un incendie volontaire s'est déclaré sur le chantier de construction d'une nouvelle structure industrielle.

Au-delà des frontières. En France, fin avril, un sabotage incendiaire a détruit 4 engins de chantier de l'entreprise Eiffage, constructeur notoire de prisons (en France comme en Belgique).

Mai

Déconstructions. A Drogenbos (Bruxelles), un chantier d'un nouveau pavé d'appartements a été léché par les flammes. A Ruisbroek (Bruxelles), le camion et la camionnette d'une entreprise de construction ont été incendiés pendant la nuit ; les véhicules étaient garés à deux endroits différents.

Constructeurs. L'Etat divulgue les noms des entreprises qui ont remporté le contrat pour la construction de la maxi-prison.

Perquisitions. La Police Fédérale perquisitionne trois domiciles où habitent des compagnons anarchistes et anti-autoritaires, ainsi que la bibliothèque anarchiste Acrata, dans le cadre d'une enquête

de terrain encore à Anderlecht. Ces initiatives ont permis de palper quelque peu la température. Elles nous ont aussi donné des indications par rapport à la « disponibilité » pour la lutte, constatant que nombreuses personnes la soutiennent ou sympathisent avec, mais qu'elles sont en même temps souvent prises par la survie ou les soucis quotidiens avec les autorités. Cela nous a encore renforcés dans la vision non-quantitative de la lutte : plutôt que de rechercher « la masse », nous misons sur des complicités capables d'agir de façon autonome et sur la diffusion de la révolte. Suite à ces quelques initiatives, on a donc continué à réfléchir sur la souhaitabilité, l'importance et les défauts de tels « moments de référence » et par extension d'éventuels « points de référence » pour ceux qui s'intéressent à la lutte ou voudraient trouver d'autres personnes pour partager la lutte, et sur comment créer des espaces de lutte dans lesquels par seulement des anarchistes, mais aussi d'autres rebelles pourraient se retrouver et éventuellement arriver à coordonner quelques activités de lutte. Si dans les tracts et les discussions, nous avons commencé à plus préciser notre proposition organisationnelle, parlant de « cercles de lutte » et « groupes de lutte » contre la maxi-prison, un local, *Le Passage*, a aussi été ouvert dans le quartier d'Anderlecht début octobre 2014. Il s'agit d'un « espace d'info et de coordination dans la lutte contre la maxi-prison ». C'est là alors un des points où des gens intéressés à lutter sur une base auto-organisée et autonome contre la maxi-prison peuvent se rencontrer, approfondir leurs critiques, se coordonner avec d'autres. En parallèle, c'est en prenant des initiatives offensives et quelque peu intenses dans la rue que se créent des « moments de référence » qu'on retient particulièrement important pour lancer des dynamiques de lutte autonome.

En même temps, ce projet de nouvelle prison a été décortiqué, mettant en lumière les possibles façons de s'y attaquer. La proposition portée est double : agir contre les constructeurs, architectes, financiers, gestionnaires et autres responsables de la construction (c'est-à-dire, s'attaquer au tissu économique, politique et social qui entoure le projet de la maxi-prison) et agir dans les quartiers, là où le pouvoir cherche à imposer ce projet et tout ce qui va avec, en les rendant *incontrôlables*. Si le premier aspect de la proposition que nous portons dans la rue et dans cette lutte ne nécessite peut-être pas beaucoup plus d'explications, le deuxième aspect correspond en effet à la nécessité de diffuser sur le territoire, de façon décentralisée et imprévisible, les hostilités contre le projet de maxi-prison et contre la transformation de Bruxelles même en grand camp de concentration à ciel ouvert. Les formes que cela prend et peut prendre, ce sont notamment les sabotages des caméras de surveillance ou de l'éclairage public, les actions contre les transports en commun qui sont des véritables axes par où l'ordre cherche à s'imposer, les perturbations et blocages de la

routine quotidienne, les attaques contre les défenseurs de l'ordre, les sabotages sur les chantiers de nouveaux projets commerciaux ou répressifs, des manifestations sauvages, ... Si cela contribue à créer une atmosphère favorisant la révolte, brisant l'encercllement étouffant de la répression dans les quartiers, cela permet aussi de pointer la matérialité des « nouvelles » formes de contrôle accrue de la population, également indispensables pour l'exploitation en ces temps modernes : les flux d'informations et d'énergie sont en effet les veines de toute ville-prison, des veines qui peuvent être coupées.

Il faut encore mentionner que l'endroit où la nouvelle prison est prévue se trouve juste à côté du « dernier village de Bruxelles », à Haren. L'ambiance là-bas est évidemment bien différente de celui des quartiers de Bruxelles, mais nous pensons qu'il est important d'avoir aussi là-bas une présence, ne fût-ce que pour montrer que des façons autres que des recours juridiques ou des interventions médiatiques sont possibles pour empêcher et saboter la construction de la nouvelle prison. Actuellement, il y a une occupation en cours du futur terrain de la prison, surtout portée en avant par des activistes et des habitants du village. L'occupation est généralement focalisée sur l'impact local et écologique qu'une nouvelle prison aura, même si des critiques plus vastes et des façons plus autonomes de considérer l'action à entreprendre s'y répandent. A noter que l'occupation s'est baptisée en décembre « ZAD » (*zone à défendre*) à l'exemple d'occupations similaires en France.

Notre but se veut sans équivoque, que ce soit envers les compagnons ou envers les gens auquel nous proposons de partager une lutte: nous voulons détruire ce projet avant qu'il aboutisse, sachant que la destruction est certes un fait matériel, mais pas seulement. Ce sont aussi les rapports sociaux existants qui permettent au pouvoir de réaliser un tel projet ou de faire une telle avancée dans l'intensification de l'exploitation ou du contrôle. Lutter contre la construction de la maxi-prison, c'est donc aussi créer, en attaquant, les « conditions » pour qu'elle puisse être refusée, en pensées et en actes. C'est encourager à la révolte dans les quartiers, offrir quelques suggestions de moyens de lutte ; c'est aussi contribuer à ce que dans les prisons existantes, les individus récalcitrants puissent continuer dans leur révolte et critiquer la construction des nouvelles prisons. Là réside le nœud de notre choix pour une lutte projectuelle : développer un trajet de combat qui sape les fondements de l'acceptation ou de la résignation, et donc du pouvoir même.



Tract distribué à quelques milliers d'exemplaires à Molenbeek, Anderlecht et Saint-Gilles au printemps 2013. Il y a eu, comme avec d'autres tracts, différentes versions légèrement modifiées en fonction des contextes (avec des exemples plus liés aux quartiers) et à l'actualité (avec des brèves d'attaques ou d'actions récentes). Dans la plupart de ces tracts, les noms des entreprises ont toujours reçu la publicité qu'elles méritent.

Contre la construction de la maxi-prison

Pas de nouvelles prisons, pas de maxi-prison à Bruxelles!

Depuis quelques années, les murs des prisons sont percés par des révoltes, des mutineries et des évasions. Des prisonniers rebelles ont démolé des infrastructures carcérales, allumé des feux, refusé de réintégrer les cellules après le préau, sont montés sur les toits pour marquer leur rage. Ils ont pris des matons en otage, ouvert les portes des cellules pour tout le monde sur la section, attaqué la police en intervention. Le pouls s'accélère, la respiration devient plus profonde. Dans la révolte, nous découvrons la liberté.

A l'extérieur des murs aussi, certains serrent les poings et passent à l'offensif. De manifestations en attaques contre les entreprises qui font leur beurre sur l'enfermement. D'embuscades contre les matons, du mitraillage de la porte de la prison de Forest en bombes sur le chantier de la nouvelle prison à Marche. De l'organisation d'évasions en émeutes dans les quartiers. Les murs des prisons se sont souvent avérés de ne pas être assez costaux.

Mais face à la révolte, il y a la répression. L'État l'annonce depuis moment : la construction de 13 nouvelles prisons modernes et efficaces. Certaines sont déjà en construction, pour d'autres le gouvernement cherche encore des sites. Mais il est certain qu'à Bruxelles aussi, le pouvoir veut une nouvelle prison, la plus grande de toutes. Il veut la construire sur le territoire de la commune de Haren, entre Evere et Schaerbeek. Et qu'on se trouve dedans ou dehors, l'ombre de cette prison sera une chaîne autour du cou de nous tous.

Pas de ville-prison!

Ce n'est pas seulement pour dompter la révolte à l'intérieur des prisons que l'État veut construire cette nouvelle maxi-prison. Cette prison deviendra aussi un élément indispensable dans ce que les puissants sont en train de faire en général.

Ici à Bruxelles, le pouvoir est en train de mutiler une population entière, sans honte. Des projets de construction pour les puissants et leur fric poussent comme des champignons pendant que le Bruxelles d'en bas est enfoncé encore plus dans la misère ; les loyers augmentent, les allocations et les salaires diminuent. Les conditions de travail

se dégradent, les lois sur l'immigration se durcissent. La zone du canal à Molenbeek est transformé en quartier branché pour riches, érigeant un vrai mur entre la galère d'un côté et l'insouciance arrogant des riches et leurs commerces de luxe. Au nord de Bruxelles, un tour, le plus haut de la ville, est érigé: conçu spécialement et uniquement pour offrir des logements de luxe aux eurocrates et aux dirigeants d'entreprises. La différence de ceux d'en haut et de ceux d'en bas ne pourrait pas être plus marquée.

Là où s'impose la fortune, le pouvoir a besoin de se protéger des opprimés, de protéger lui-même et sa propriété. La brutalité des sales keufs va de pair avec la lâcheté de leurs caméras et celles des bourges du coin. La nouvelle prison à Haren servira dans l'avenir à enfermer au moins 1200 personnes. Comme s'il n'y avait pas déjà assez de coups à endurer, pas assez de misère et de souffrance !

Aussi dans cette ville, qui commence à ressembler toujours plus à une prison, c'est la révolte qui nous donne de l'oxygène. La révolte contre les responsables de cette vie enchaînée. La révolte contre les milliers de murs qu'ils ont construits, partout autour de nous. La révolte pour pouvoir être libre, pour pouvoir respirer en être libre.

Alors, vive la mutinerie !

Tout plan peut être gâché, toute construction peut être sabotée, tout pouvoir peut être attaqué. La lutte contre la construction de cette maxi-prison doit être une lutte directe et offensive, c'est la seule manière de l'empêcher. On ne peut confier cette lutte à qui que ce soit (partis, syndicats,...), elle doit partir de nous-mêmes. Ce que nous proposons, c'est d'un côté une lutte qui mette des bâtons dans les roues de ceux qui veulent construire cette atrocité et en faire du fric (entreprises de construction, architectes, responsables politiques,...). De l'autre, une lutte qui tende à intervenir directement dans les rues contre tout ce qui nous emprisonne au quotidien autant que la nouvelle prison le fera.

Le pouvoir veut nous faire croire qu'on ne peut rien faire. Il se veut invulnérable. Mais les choses ne sont pas comme ça. Le pouvoir peut être attaqué partout où il se concrétise : dans ses bureaux, dans ses institutions, dans ses uniformes. Et cela, cette révolte, ne dépend que de nous-mêmes.

pour « organisation terroriste », « association de malfaiteurs » et « incendie volontaire », qui couvre la période de 2008 jusqu'à aujourd'hui. Elle concernerait aussi la lutte contre la prison et contre la construction d'une maxi-prison.

Juin

Révolte incendiaire à la prison de Saint-Gilles. Le 10 juin, plusieurs prisonniers de Saint-Gilles mettent simultanément le feu à leurs cellules dans l'aile D. Dans une autre section, quelques prisonniers montent sur le toit de la cour, appuyant ainsi la révolte, avant d'être délogés par l'intervention de la police fédérale.

Un peu de couleur dans la vie.

Les façades grisâtres des commerces et des banques sur Louise, zone où flânent les riches qui cherchent à dépenser leurs thunes à Bruxelles, ont été fleuries par une attaque nocturne : des dizaines de litres de peinture verte, orange et bleue ont été lancées contre les devantures. Les commerces en question sont restés fermés pendant toute une journée.

Juillet

Vengeance incendiaire. Couverts par la nuit, des inconnus pénètrent sur le parking du commissariat de Mortsels et mettent le feu à un combi. Les policiers présents assistent impuissants à la destruction de leur outil de travail. C'était dans ce commissariat qu'un détenu, Jakob Jonathan, a été tabassé à mort par l'unité d'intervention spéciale.

Feu aux cellules. Dans les prisons de Tournai, Turnhout et Anvers, des détenus ont mis le feu à des cellules pour dénoncer les conditions de détention ou provoquer des transferts.

Août

Communication interrompue.

Vers minuit, une grande installation de télécommunications située sur le château d'eau de Koningslo, au nord de Bruxelles, a été ravagée par le feu, provoquant une interruption des télécommunications des opérateurs Base et Mobistar sur l'ensemble de la zone Neder-over-Hembeek, Vilvorde et Haren.

Septembre

Full swing. Les deux terrains de golf à Bruxelles reçoivent des visites nocturnes. À l'aide de coups de bêche et en déversant du sel de déneigement sur la pelouse, plus que trois quarts des greens sont désormais inutilisables.

Brûle, tribunal, brûle. La salle d'audience de la Justice de Paix d'Uccle est incendiée. Dans ce même quartier riche de Bruxelles, en l'espace de quelques jours, des dizaines de voitures de luxe partent en fumée.

Perquisition. Dans le cadre de la même enquête, encore cinq domiciles d'anarchistes et d'anti-autoritaires sont perquisitionnés, cette fois-ci à Bruxelles, Louvain et Gand.

Bruxelles d'en bas ne se rendra pas

Hors Service, n° 29, octobre 2012

L'ordre doit régner, c'est l'obsession de tout pouvoir. Endiguer et anéantir le désordre, comme celui qui existe encore dans cette capitale de l'Europe, un désordre qui nous permet de respirer encore un peu dans un monde asphyxié, est alors une préoccupation permanente. Ça passe ou ça casse.

Parfois, submergés dans les soucis du quotidien, on a tendance à oublier que les puissants ont des idées pour l'avenir de Bruxelles, car les mots qu'ils utilisent pour qualifier leurs projets resteront toujours difficiles à comprendre pour ceux qui vivent en bas. Ce n'est pas qu'ils seraient plus intelligents, plus érudits, mais tout simplement, ils parlent un autre langage. Pensez simplement à cet énorme monstre qu'est le Palais de Justice, plombant les quartiers bruxellois, symbole d'un pouvoir qui se veut omniprésent. Aujourd'hui, ce n'est pas un nouveau Palais de Justice qu'ils construisent, ce sont des dizaines de projets de réaménagement. La zone autour de la gare du Midi transformée en quartier d'affaires. Les abords du canal destinés à devenir quartiers branchés. A coups de projets de réaménagement, d'îlots d'appartements clôturés et sécurisés, ils pensent pouvoir nettoyer Cureghem, un des foyers de révolte viscérale. Entretemps, le quartier européen devient petit-à-petit une forteresse, accessible uniquement aux politiciens, eurocrates, journalistes, fonctionnaires.

Mais ce n'est pas tout. Bruxelles est un mélange improbable, traversé de contradictions criantes : grandiose capitale de l'Europe et de la Belgique, mais qui en même temps compte la population la plus pauvre et démunie de toute la Belgique. Siège de l'OTAN, l'alliance des assassins en kaki, et en même temps une ville où le dégoût pour tout uniforme est plus courant que l'amour pour l'ordre. Plateforme des relations internationales entre les Etats, d'accords économiques, de trafics à grande échelle et, en même temps, carrefour où se rencontrent des gens du monde entier, mais du monde d'en bas, tous porteurs de leur histoire, de leur vécu, de leurs douleurs et espérances, de leurs révoltes aussi.

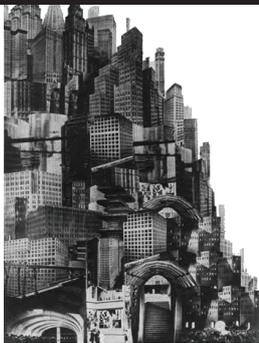
Bruxelles se compte certes parmi les endroits où la révolte couve en permanence. Prête à explo-

ser, comme une bombe à retardement. Car du mélange entre le désordre qui nous fait vivre dans les rues de Bruxelles et la misère à laquelle nous essayons de survivre, le pas vers l'insurrection contre le pouvoir est franchissable. Et c'est exactement cette possibilité, ce spectre d'une révolte d'en bas, que le pouvoir veut conjurer. Le projet de l'avenir pour Bruxelles, dans les rêves de la caste dirigeante, c'est la pacification, c'est l'effacement de toute velléité de révolte dans cette population récalcitrante. Et ce projet est un ensemble de choses. Ce n'est pas seulement la reconfiguration urbanistique de la ville comme dit plus haut, mais c'est aussi sa sécurisation : des caméras de surveillance partout, un réseau de transport en commun ultra-contrôlé, une police conçue comme une armée d'occupation. Et n'oublions pas la construction annoncée d'une méga-prison, la plus grande de Belgique, au nord de Bruxelles. En fait, la méga-prison est à l'image du grand projet pour Bruxelles : la ville comme *grande prison à ciel ouvert*.

Il s'agit donc de comprendre comment tous les mesures, tous les projets d'Etat, toutes les directives des différentes polices, font un ensemble, destiné à endiguer le désordre et prévenir une explosion sociale à l'image de celle d'Athènes il y a quelques mois ou celle de Londres de l'année dernière. Les combats à mener seront virulents, mais un choix préalable s'impose : soit accepter et courber l'échine, soit se défaire de toute illusion, de toute confiance dans le pouvoir et se placer carrément sur le champ de la révolte. Au quotidien. Pas comme une bataille en vain, où on lutterait désespérément contre la marée qui monte, mais comme un cri de vie, une affirmation de la liberté que nous voulons, du désordre des désirs qui courent dans nos veines. Les mi-chemin entre la résignation et la révolte, terres fertiles des compromis et de la politique, ne sont même plus envisageables. Les illusions d'une intégration, d'une amélioration des conditions de vie, d'une entente entre les revendications d'en bas et les intérêts d'en haut fondent comme de la neige au soleil. Du côté du réformisme, du petit-à-petit, des manœuvres politiques, du respect de la paix sociale en échange de quelques promesses, il n'y a plus rien à espérer.

Plus tout pointe en direction de la pacification, du sacrifice de tous au nom de l'économie et du contrôle, plus nous devons tendre vers la révolte, se préparer au soulèvement, saisir toute occasion pour passer à l'attaque contre l'ordre de ce monde. Et ce n'est pas un vain espoir en l'air, pas un vœu dans le vide, mais une *possibilité concrète*. ➔





Ce tract a été distribué en marge d'une mobilisation à Bruxelles contre le renforcement du contrôle sur les chômeurs en mai 2014. Comme cette mobilisation rassemblait toute la faune et la flore de la récupération politique et syndicale, absorbant toute expression autonome possible de rage et de rejet, les compagnons ont choisi de s'écarter de cette mise-en-scène ennuyante et d'aller distribuer le tract ailleurs dans la ville.

Ne restons pas les bras croisés

Nos vies s'écoulent dans des camps. Camps de travail. Camps d'éducation. Camps de consommation. Camps de loisirs. Camps d'enfermement. Dans tous ces camps, une même logique est à l'œuvre : nous faire obéir et contribuer au progrès de la société actuelle. Faire tourner la machine sociale. Peu importe où elle va. Peu importe qu'elle détruit tant de vies. Peu importe qu'elle nous transforme tous en prisonniers de l'existant. L'important, c'est d'y être, d'y participer, de ne pas la remettre en question, voir même de l'acclamer. La tête basse, le cerveau annihilé, le cœur pétrifié et en avant.

L'État est passé à un serrage de vis général, c'est indéniable. La multiplication des forces de police dans la rue, leur brutalité croissante et instiguée par les autorités, l'implantation des caméras de surveillance, la militarisation des transports en commun, la sécurisation des temples du fric comme les banques et les supermarchés pour compliquer le vol, tout cela va main dans la main avec le renforcement du contrôle sur les chômeurs et sur les autres personnes touchant des allocations. La gestion de la paix sociale, cette paix chimérique entre exploités et exploités, entre dominants et dominés, afin de garantir la bonne marche de l'économie et du pouvoir en place, semble prendre une tournure bien plus ouvertement répressive. Il ne sert pourtant à rien de se mobiliser pour défendre ce qui a existé un jour, pour défendre la façon ancienne de comment le pouvoir nous gère et exploite. Ce qu'il faut imaginer, ici et maintenant, c'est de comment, faire face à ce serrage de vis général, prendre l'initiative et de passer à l'offensive. Nous n'avons rien à défendre dans ce monde, tout ce qu'il pourrait nous offrir (carrière, consommation, « célébrité ») ne nous intéresse pas, tout ce qu'il nous impose (travail, obéissance, abrutissement) nous dégoûte. [...]

En parallèle avec le serrage de vis général, à Bruxelles, on assiste à une véritable offensive des autorités pour changer la face de la ville. Bruxelles se veut la capitale de l'Union Européenne et une vraie métropole capitaliste, accueillante pour les riches, les entrepreneurs, les eurocrates et la classe moyenne avide de consommer à en mourir. Un des aspects de cette offensive, ce sont les nouveaux projets de réaménagement urbain et de construction, car tous les puissants chérissent l'idée totalitaire qu'en transformant l'environnement, on transforme l'homme. Pendant que l'assaut brutale de la zone du Canal à Molenbeek érige un mur de lofts, de hôtels de luxe et de bars huppés, pas moins de quatre nouveaux centres commerciaux sont prévus ou en construction sur le Heizel, à Anderlecht, à Schaerbeek et près de Molenbeek. En haut de la zone européenne, les édifices témoignant de l'arrogance du pouvoir obscurcissent le ciel, la transformation de la zone autour de la Gare du Midi en quartier d'affaires continue et l'État prévoit de construire la plus grande prison de l'histoire belge au nord de Bruxelles, à Haren.

Le pouvoir et le capitalisme ne sont pas des choses absentes, ce ne sont pas des fantômes qui dirigent et déterminent nos vies sans qu'on puisse les toucher. Ils se concrétisent et se matérialisent devant nos yeux, dans

tous ces chantiers, dans les contrôleurs de tout genre, dans les tours de bureaux, dans les portiques dans les métros. Nous ne luttons pas contre des fantômes, nos luttes ciblent directement les concrétisations du pouvoir. Nous ne voulons pas négocier notre servitude, nous essayons de nous donner les moyens pour les détruire. Pour cela, nous avons besoin d'idées et d'initiatives, de complicités et de rencontres avec d'autres révoltés, de pierres et de cocktails molotov, de lucidité et de passion.

Face aux projets et mesures du pouvoir, il n'y a aucun espoir si nous croyons que d'autres lutteront à notre place, que des organisations politiques ou syndicales incarneront notre rejet, qu'il faut construire une respectabilité aux yeux des puissants afin de les persuader en notre faveur. Non, les choses ne marcheront pas comme ça, elles n'ont jamais marché comme ça. C'est vers des luttes autonomes et auto-organisées, offensives et directes, que notre attention devrait se tourner. Il y a des exemples récents qui sont assez éloquents. Pensons à la Turquie, où le conflit au début porté par quelques dizaines de personnes s'opposant au réaménagement de la place Taksim s'est transformé en soulèvement généralisé dans tout le pays. Pensons à Hambourg, où la résistance aux rafles de sans-papiers a mis la feu aux poudres dans un pays qui se vante de tenir sa population totalement sous contrôle. Et réfléchissons alors sur Bruxelles, avec ces quartiers encore quelque peu réfractaires à l'ordre capitaliste et étatique, avec les conditions de survie qui se durcissent pour tout le monde, avec son offensive brutale de la part du pouvoir pour réaliser sa métropole morbide de la marchandise et du contrôle. Chaque conflit en apparence circonscrit et limité peut demain incendier les rues. Mais alors, il faut que les conflits prennent une tournure offensive, même si on est peu nombreux, même si personne ne peut nous garantir quoi que ce soit. Le chantier d'un centre commercial peut être saboté. Les contrôleurs de l'ONEM peuvent être découragés à continuer leur boulot de Gestapo. Les câbles des caméras peuvent être coupés. La voiture d'un eurocrate ou d'un entrepreneur peut s'enflammer. Mais alors, il faut prendre les choses en main, il faut oser faire appel à ces capacités d'hommes et de femmes libres que l'autorité essaye de détruire : la créativité et l'imagination, le courage et la réflexion.

Certains conflits sont déjà en cours, comme la lutte contre la construction de la maxi-prison à Bruxelles. C'est une lutte qui ne cherche pas une représentation médiatique ou politique. Elle se répand, comme un courant souterrain, dans les quartiers, dans les têtes et les cœurs de ceux qui n'ont pas l'intention de se résigner face à l'avenir d'exploitation ou de prison que le pouvoir leur prépare. Elle tente de créer des fissures, d'ouvrir des brèches pour partir à l'offensive et attaquer tous les responsables de ce projet morbide, à l'image de ce qu'ils veulent faire de Bruxelles. La maxi-prison symbolise quelque part le rêve du pouvoir qui nous veut soit anesthésiés, soit en prison. Empêcher directement, par la lutte et tous les pratiques de sabotage et d'action directe qui en font partie, la construction de cette maxi-prison, c'est ouvrir la possibilité pour que tout saute en l'air.

Octobre

Ruina. Parution d'un numéro unique, « La Ruina », rassemblant tracts et textes issus de la lutte contre la maxi-prison.

Occupation. Occupation d'un grand bâtiment vide à Anderlecht pour y organiser un weekend de rencontres et d'initiatives contre la maxi-prison. Des milliers de tracts sont mis dans les boîtes aux lettres du quartier. Quand les flics arrivent, les insultes fusent, ils se sont arrosés d'eau, quelques pierres et des œufs sont lancés depuis l'at-troupement hostile d'une centaine de personnes du quartier en face du bâtiment occupé. A l'arrivée de plusieurs dizaines de policiers en tenue anti-émeute, les occupants décident de monter sur le toit, lançant des fusées et criant leur rage contre ce monde de prisons et de pouvoir, avant de s'échapper par l'arrière du bâtiment, sous le nez des policiers. Le lendemain, les activités annoncées sur l'invitation continuent, et ce en plein air. Le soir, un concert de rap s'improvise au pied des immeubles. Enfin, le dimanche, il semble que quelques dizaines de personnes aient à nouveau traversé le quartier en ballade sauvage : collage d'affiches, bom-bage des murs avec des slogans, distribution de tracts.

Débat. Débat publique à Haren « *Dehors ou dedans, à l'ombre d'une prison, personne ne peut être libre. Pourquoi s'opposer à la construction de la maxi-prison. Comment lutter pour empêcher le plan ?* ».

Novembre

Architecte collabo. Des inconnus cassent les vitres du Centre d'Etudes et de Recherches d'Architecture et d'Urbanisme (CERAU), situé sur l'Avenue des Courses 20 à Bruxelles. Ces architectes ont collaboré à la construction de la nouvelle prison de Marches-en-Famenne qui a ouvert ses portes début novembre.

Fausse missive. Une fausse lettre des autorités de la Ville de Bruxelles avertit la population des Marolles de se tenir à carreaux et à ne pas sortir de chez eux lors du congrès des directeurs de prison de différents pays qui se tiendra pas loin de chez eux. La lettre mentionne notamment dans quels hôtels les directeurs dormiront et dans quels restaurants ils iront dîner.

Alerte. Le Palais de Justice de Bruxelles est évacué suite à une fausse alerte à la bombe.

Décembre

Une nuit pas comme les autres. Rue Kespier à Asbeek, devant la villa de Jurgen van Poecke (directeur de la prison de Bruges, où se trouve notamment l'infâme QHS). Il est 4h du matin lorsque part un incendie de l'une de leurs deux voitures garées dans l'allée de la maison. Les flammes ravagent les véhicules et se propagent au garage de leur villa, la rendant inhabitable.

Piquer comme la guêpe. Le 18 décembre 2013, la BMW de Georgios Papastamkos, vice-président

➔ Alors, comment procéder pour combattre leur projet de prison à ciel ouvert ? Il faut tout d'abord se défaire de la mauvaise habitude de l'obéissance qui persiste. Il n'y a aucune grande organisation à rejoindre ou à construire, ni des leaders ou des chefs à suivre. Il n'y a pas de revendications à rédiger ou à souscrire, pas d'institutions sur lesquelles faire pression. Il faut abandonner définitivement le terrain de la fausse contestation démocratique, électorale ou pas.

Contre leur prison à ciel ouvert en construction, l'insurrection est nécessaire, une insurrection qui balaye violemment les fondements de leur monde qui nous encage. Mais l'insurrection n'est pas un

Assez de chantiers, semons la liberté !

Hors Service, n° 38, juin 2013

Le désir de liberté s'enflamme en Turquie. Le pouvoir s'est heurté à des gens déterminés à ne pas laisser le béton manger un parc, celui de Taksim à Istanbul. La solidarité s'est répandue de ville en ville, des milliers de personnes sont descendues dans la rue à travers tout le pays. Elles ont affronté les forces de l'ordre, érigé des barricades, exproprié des supermarchés, détruit des banques, saboté des chantiers. Là, il ne s'agit plus uniquement d'un parc, mais du refus d'un monde qui ne laisse de place qu'aux intérêts du pouvoir. Sur la place du parc, ils veulent construire un centre commercial, une méga-mosquée et une réplique d'une ancienne caserne militaire ; trois symboles du pouvoir actuel en Turquie. Mais là encore, il s'agit aussi de la destruction de dizaines d'hectares de forêts pour construire un nouveau pont, autant que de quartiers populaires qui sont mangés par le capital, que du bannissement de l'alcool pour les pauvres, que d'une possible interdiction légale de l'avortement. Bref, il s'agit du pouvoir qui veut prendre le contrôle sur l'espace, la vie, sur tout.

Eh oui... ceux qui ont du fric et du pouvoir en veulent toujours plus, et la loi est comme toujours de leur côté. Les cravateux bâtissent un monde en fonction de leurs besoins, leurs envies, leurs folies. Tout ce qui est écrasé en cours de route n'a dans leur logique aucune valeur, n'est même pas considéré comme un accident de parcours.

Ici à Bruxelles, on se heurte un peu partout à des chantiers, lorsqu'on se balade avec la tête trop dans les nuages. Hier encore il y avait un morceau de quartier, maintenant on ne reconnaît même plus ses rues, les maisons ont été avalées les unes après les autres par des machines. Centre ville «

grand moment à attendre patiemment, elle commence aujourd'hui. Elle est comme une tâche d'huile qui peut se répandre à n'importe quel moment. Que ceux qui sont prêts à l'attaque se rencontrent et forment des petits cercles. Qu'ils réfléchissent à où et comment attaquer déjà maintenant le pouvoir et ses représentants. Que ces petits cercles passent ensuite à l'action, donnant ainsi aussi du courage et de l'inspiration aux autres. Qu'entre ces cercles naisse une complicité contre le pouvoir, qui permettra de prendre soin les uns des autres aux moments difficiles et de passer au moment propice à des attaques plus amples contre ce qui nous opprime. Voilà les petites étincelles qui peuvent enflammer toute la prairie.

bobo-isé », quartier européen « mallette-cravate », gare du Midi « SDF à côté du TGV », zone du canal « toujours négligée et maintenant revalorisée pour les branchés », gare du Nord « gare de la Mort ». Le monstre du fric a eu beaucoup d'appétit, et n'a vomi que des cadavres de métal, de verre et de béton. On se croirait dans un cimetière où se trouve enterrée toute trace de vie que le pouvoir a jugée inutile ou nuisible à son existence.

Parfois, ces projets mégalomanes se heurtent à la dignité de gens qui ne se laissent plus humilier, comme en Turquie. Qui disent « non ! », « assez ! », « vous ne passerez pas ! ». En Grèce, près du village de Skouries, la grande entreprise TVX Gold veut ouvrir une énième mine d'or, avec toute la destruction et pollution que cela engendrerait. Après des dizaines de manifestations et de petits sabotages, tout le chantier a été dévasté en février dernier lors d'une attaque nocturne de quelques dizaines de personnes, armées de bâtons et de cocktails molotov. En Val Susa (une vallée des Alpes italiennes), le chantier du TGV contesté et combattu depuis des années, a été attaqué en mai dernier par des dizaines de personnes à coups de cocktails molotov et de fusées artisanales. A Nantes (France), une lutte contre la construction d'un aéroport (et le reste) est en cours depuis quelques années, accompagnée de nombreux sabotages contre les chantiers des entreprises qui veulent construire cet aéroport, et d'affrontements sur le site prévu. A Bruxelles même, il y a aussi des rebelles qui se retrouvent pour lutter contre la maxi-prison que l'Etat veut construire au nord de la ville.

Opposons-nous de toutes nos forces et avec créativité aux projets du pouvoir. Que notre opposition puisse grandir et s'approfondir, jusqu'à ce qu'elle explose sur tous les terrains de la ville et de nos vies. Jusqu'à ce qu'elle devienne l'expression d'un cri ardent et destructeur, un cri pour la liberté. Nous n'avons pas peur des ruines, car ce seront les ruines du monde du pouvoir.



Ce tract a été distribué dans plusieurs quartiers de Bruxelles en automne 2013. La critique de l'urbanisme et les liens entre les différents projets de construction est très présente dans la lutte.

Voici par exemple un extrait de l'introduction à une brochure sur l'urbanisme et l'offensive du pouvoir à Bruxelles: « Le pouvoir ne s'arrêtera devant rien pour tenter de museler ceux d'en bas, de nous écraser, de nous soumettre à un contrôle totalitaire, de nous enfermer dans les prisons ou dans les couloirs carcérales de la métropole. C'est bien pour cela que c'est aujourd'hui et maintenant qu'il faut faire un saut et passer à l'attaque. Tout chantier du pouvoir, que ce soit celui de la future maxi-prison, d'un centre commercial, d'un chemin de fer, d'un commissariat, d'un centre d'entreprises, de logements de luxe, ..., est un cible pour celui qui ne compte pas se laisser soumettre. Face à l'offensive vaste et violente du pouvoir, nous pensons qu'il faudrait agir en partisans, derrière les lignes, pour semer le chaos dans ses rangs, pour perturber sa marche radieuse vers un contrôle totalitaire, pour saper les murs qu'il est en train d'ériger autour de nous tous. »

La ville, une prison à ciel ouvert

La ville est toujours en transformation. Cette transformation peut parfois paraître lente, mais si l'on regarde tous les différents terrains où elle opère, il est vite clair qu'ils travaillent dur afin de fournir à Bruxelles un nouveau visage. Au vu de tant d'activités, il nous semble tout à coup que cette soi-disant crise dont ils ne cessent de nous rabâcher les oreilles est bien lointaine. Au risque d'en attraper le vertige, voici un aperçu de ce que les différentes autorités bruxelloises ont à nous offrir : ils placent de nouvelles caméras (certaines 'intelligentes'), ils construisent de nouveaux commissariats de police, ils activent des uniformes quasi partout, de brillantes tours de bureaux et d'appartements poussent du sol comme des champignons, ils préparent à Haren le terrain du plus grand complexe carcéral belge, ils planifient des centres commerciaux ainsi que de nouveaux terrains industriels dans tous les recoins de Bruxelles, le quartier Européen s'agrandit et ils mettent en place un vaste réseau de transport (RER) qui doit relier Bruxelles de manière rapide et contrôlée aux villages et villes alentour.

Il est important de voir qu'il ne s'agit pas ici d'interventions isolées mais qu'elles sont liées entre elles ; et toutes ensemble, elles témoignent d'une certaine vision. Par exemple, ils catapultent des lofts dans certains quartiers qui ne vont, logiquement, attirer que des gens aisés, dans l'espoir que leur éthique de travail et leur citoyenneté exerceront une influence "positive" sur leur environnement. En plus, ils savent très bien que ces placements vont faire augmenter les prix dans le quartier et que cela bannira d'office une partie des habitants. En même temps, ils mettent en place dans ces mêmes quartiers un réseau de télésurveillance visant à augmenter le contrôle général.

Prenons encore l'exemple du réseau RER. Ils construisent un réseau de transport rapide et efficace pour que des gens en dehors de la ville puissent servir quotidiennement de bétail à l'économie de la métropole. Parallèlement ils augmentent la menace de la prison pour celles et ceux qui ne trottinent pas dans la direction souhaitée. Pensez à la surenchère de lois, au développement

toujours plus profond de la machine pénitentiaire, aux nouvelles taules, à la multiplication des bracelets etc. Ce ne sont que quelques exemples de leurs projets qui servent clairement à miser sur deux chevaux. D'un côté, ils veulent sans cesse nous sommer de nous intégrer dans ce système, de nous approprier sa logique du travail, de l'argent et de l'autorité et ainsi devenir des citoyens et des consommateurs 'à part entière'. De l'autre, pour ceux et celles qui ne peuvent pas s'intégrer ou qui rejettent cette logique, un arsenal toujours plus large et manifeste de moyens répressifs leur est réservé. Celui-ci implique tout autant des soi-disant 'revalorisations' de certains quartiers qui nous chassent lentement mais sûrement vers les périphéries, que la présence permanente de caméras, de patrouilles de police et de toutes sortes de contrôleurs, jusqu'à la construction d'encore plus de prisons.

La ville est toujours en transformation. Mais pour le pouvoir, elle sera toujours un laboratoire où il tente de développer un ordre basé sur l'exploitation et le contrôle. Un ordre qui trouve son équilibre dans les rapports économiques et autoritaires entre ses ressortissants. Un ordre qui veut rendre impossible et inimaginable des idées de liberté et toute expérience d'autres rapports entre les gens, et essaie d'imposer l'obéissance de chacun.e en établissant sa fausse nécessité dans nos têtes. Si nous faisons le choix de la révolte, parce que nous n'acceptons pas cet emprisonnement, il n'existe pourtant ni recettes ni calculs. Mais si nous voulons essayer de prendre le goût de vivre et rêver de choses totalement différentes, nous devons bouleverser cette routine oppressante.

**Attaquons ce qui rend impossible
de vivre en liberté
Sabotons leurs projets
Déconstruisons la ville**

du parlement européen et membre du parti grec Nea Demokratia, est incendiée à Bruxelles. L'attaque est revendiquée en solidarité avec les anarchistes séquestrés par l'Etat.

De l'air. Rassemblements itinérants à Anderlecht et à Molenbeek avec feux d'artifices, banderoles et haut-parleur, contre le meurtre d'un sans-papier au centre fermé de Bruges, la répression et la construction de nouvelles prisons.

Saint Sylvestre anti-construction. Peu après minuit du Nouvel An, un incendie s'est déclaré dans les installations de l'usine cimentière CBR à Harmignies. C'est la seule usine à fabriquer le ciment blanc dans le Benelux, l'incendie a donc saboté une des structures indispensables au développement capitaliste.

Janvier 2014

Mutinerie. Une centaine de prisonniers à Hasselt se mutinent. Ils saccagent le préau, des bureaux administratifs et des locaux des gardiens. Ils allument aussi des feux. C'est l'intervention de la police fédérale qui rétablira le « calme ». Aussi à la prison pour mineurs de Everberg, des jeunes prisonniers s'affrontent à la police. A Turnhout et à Anvers, des prisonniers mettent le feu à différentes cellules.

Un nid de poulets brûlé. Dans le quartier Droixhe, à Liège, vers 21h, un groupe d'une dizaine de personnes s'approchent du commissariat local encore ouvert et font pleuvoir des dizaines de molotov sur le comico.

Collabos. Des autocollants apparaissent clouant au pilori les entreprises de construction qui collaborent à la construction des nouvelles prisons.

Architecte. A Ixelles (Bruxelles), les bureaux de Buro II & Archi+I, les architectes qui dessinent les plans de la maxi-prison, sont souillés avec des excréments.

Tomates. A Haren, des anarchistes et d'autres opposants à la maxi-prison perturbent une séance d'information organisée par le Ministère de la Justice et d'autres représentants des autorités à Haren (Bruxelles) afin de vendre leur projet d'une maxi-prison. La veille, des slogans contre la maxi-prison étaient apparus sur les murs du village. Quelques jours plus tard, une projection du film « Maxi-prison vs. Maxi-rébellion » suivie d'une discussion a lieu dans le village de Haren.

Mars

Projections en plein air du court-métrage contre la maxi-prison dans plusieurs quartiers.

Collabo en feu. A Exincourt, en France, un incendie volontaire ravage un entrepôt de 800 m² où des engins de chantiers étaient garés, appartenant à l'entreprise Eiffage, constructeur notoire de prisons en France et en Belgique.

Dessine-moi une cage

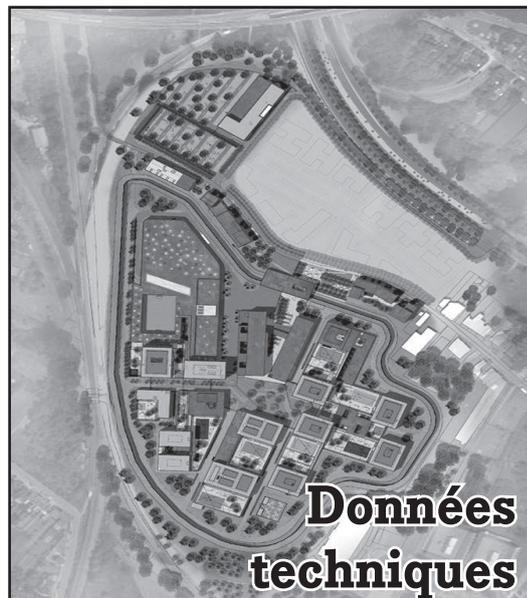
Hors Service, n° 39, août 2013

Plusieurs nouvelles prisons sont en construction. Une maxi-prison est ainsi prévue à Haren, au nord de Bruxelles. L'État compte de cette manière renforcer son arsenal répressif et faire peser l'ombre de la taule sur toujours plus de personnes. Toute prison respire la souffrance, toute prison est un puits où l'on cherche à cacher la misère de cette société aux yeux du bon citoyen. Plutôt que « résoudre » les problèmes, la prison les met à l'écart, et ce n'est qu'une question de temps avant que la balle maintenue sous l'eau ressurgisse pleine de force.

Nous sommes contre la prison, parce que nous pensons que le seul remède aux maux de la société, c'est la liberté, et donc la destruction de toute oppression et exploitation. Nous nous opposons donc à la construction des nouvelles prisons qui ne tombent pas toutes faites du ciel, mais nécessitent de la main d'œuvre des entreprises et des architectes. Aucune prison ne saurait être construite sans le concours de ces vautours de la misère humaine. Celui qui dessine des cages sait qu'il collabore à l'édification d'un lieu où souffrance rimerait avec torture, isolement avec suicide, pleurs avec rage. Celui qui construit des cages sait qu'il s'expose à la poésie armée de ceux qui se battent pour la liberté. Celui qui étudie les meilleures façons architecturales pour désorienter les détenus, briser la personnalité du prisonnier et mater la révolte, sait qu'il sera traité en ennemi par ceux qui ne sont pas prêts à rejoindre les rangs des exploités muets et résignés.

Actuellement, la construction de nouvelles prisons se caractérise aussi par une nouvelle donne : les entreprises appelées à construire les prisons resteront en même temps propriétaires des bâtiments. De son côté, l'État louera les cellules. Ce n'est pas dur de comprendre que les entreprises auront tout intérêt à ce que les nouvelles prisons soient remplies au plus vite. L'État enferme pour se protéger, et les entreprises pour réaliser des profits. Argent et pouvoir marchent toujours main dans la main.

S'opposer aux nouvelles prisons passe logiquement par s'opposer à ceux qui les dessinent, les construisent, les financent, les entretiennent et les gèrent. Chaque coup porté contre les collaborateurs de l'œuvre répressive de l'État est une façon de saboter les chantiers des prisons. Ils ne pourront jamais protéger tous les véhicules, engins, bureaux, petits chantiers, matériels, intérêts, filiales des constructeurs des prisons. Faire fondre le tissu économique autour de la construction des prisons se révèle donc un angle d'attaque intéressant, et à portée de tous, pour mettre son grain de sable contre la machine à enfermer.



Données techniques

Le complexe

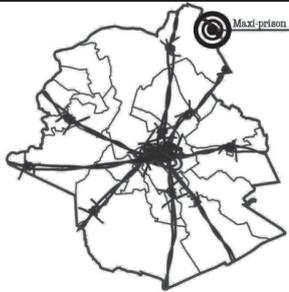
- 1200 places pour enfermer hommes, femmes et mineurs
- 66 000 m² de deux maisons d'arrêts pour hommes, une maison de peine pour hommes, deux entités pour femmes et enfants, une entité pour mineurs, une aile psychiatrique et un tribunal pour éviter les transferts de détenus « à risque ».
- Equipé de nombreuses technologies de surveillance et d'automatisation
- Coût de 300 millions d'euros

La construction et la gestion

- Le contrat est un contrat de partenariat public-privé entre l'Etat fédéral et le consortium Cafasso, qui construira et gèrera les infrastructures de la prison pour ensuite les louer à l'Etat.
- Le consortium Cafasso, c'est Denys, FFC Construcccion, Buro II & ARCHI+I, EGM Architectes, AAFM Facility Management, M.O.O.CON, Advisers, G. Derveaux Ingénieurs, Typsa, Marcq & Roba, Vialia Sociedad Gestora de Concesiones de Infraestructuras, Macquarie Capital Group, VK Engineering, Dr. Andrea Seelich, Régie des Bâtiments de l'Etat fédéral Belge.
- D'autres entreprises impliquées dans la construction de nouvelles prisons en Belgique : Eiffage, BAM, Cordeel, Interbuild, Willemen, BNP Paribas, KBC Banque, GDF Suez, Sodexo, Cegelec, ABN Amro, Socotec, Eurest. Des listes complètes se trouvent sur le site www.lacavale.be

Les délais

- Le début du chantier est prévu en 2015
- La date de la réception des travaux est 2017



Ce tract, intitulé « Pas de maxi-prison, ni ici ni ailleurs », a été distribué en automne 2014. Il reprenait également les éléments analytiques de la critique du projet de maxi-prison. Pour ne pas tomber dans la répétition, s'en suit ici un extrait qui détaille un peu plus la proposition de lutte insurrectionnelle pour empêcher la construction de la maxi-prison.

Comment se battre contre la maxi-prison ?

S'il existe plein de raisons pour s'opposer à cette maxi-prison, la lutte doit exprimer un rejet non-négociable, un *non* clair et net. Ce *non* ne peut pas se complaire à une vision legaliste qui veut que la lutte reste dans les marges de la contestation autorisée par l'Etat, tels que les pétitions, les interpellations d'élus et des médias, ... Ce *non* ne peut que s'exprimer par une lutte qui se base sur l'auto-organisation et l'action directe.

Par *auto-organisation*, nous entendons de s'organiser entre nous, sans interférences de politiciens ou de chefs. Cette auto-organisation est surtout l'auto-organisation de la lutte. Elle ne vise pas à rassembler un maximum de monde ou à acquérir une représentativité, mais à se donner les moyens pour lutter, pour agir. Partons donc plutôt de petits *cercles de lutte*. Ces cercles ou groupes naissent là où se retrouvent des gens, copains et copines, habitants de la même zone, élèves de la même école, qui veulent empêcher la construction de la maxi-prison. Ils discutent entre eux et réfléchissent à ce qu'ils pourraient faire : une grève sauvage d'élèves à l'école contre la maxi-prison, une diffusion de tracts dans le quartier, une barricade dans la rue pour marquer son désaccord avec ce projet du pouvoir, une soirée de soutien à la lutte, une occupation d'un bâtiment de l'Etat, ... Les cercles imaginent de façon autonome comment mener la lutte. Nous parlons ici de « cercles », mais ce nom, cette appellation, n'a aucune importance, c'est le contenu qui compte et l'action qui découle du fait de s'organiser ensemble ; la solidarité et la dignité en action. De telles formes d'auto-organisation naissent partout où émergent des combats contre le pouvoir. Pourtant, elles ne doivent pas chercher à dialoguer avec le pouvoir, bien au contraire. Les cercles de lutte contre la maxi-prison ont comme seule vocation d'empêcher ce projet que le pouvoir veut imposer. Ensuite, ces cercles peuvent coordonner leurs activités et imaginer ensemble des actions plus vastes. L'auto-organisation de ces cercles et leur coordination font naître des *espaces de lutte autonomes* contre la maxi-prison.

Par *action directe*, nous voulons dire l'action qui vise à rendre concrètement impossible la construction de la maxi-prison. Pour cela, il faut bien comprendre comment une prison est construite. Il y a les constructeurs qui ont des engins de chantier. Il y a les autorités responsables qui ont leurs bureaux. Il y a la résigna-

tion autour de nous qui permet au pouvoir de construire une atrocité telle que la maxi-prison. L'action directe, c'est alors s'attaquer à ces piliers-là de la construction de la maxi-prison. Elle n'a pas une seule forme, elle englobe tout ce qui jette du sable dans la machinerie du pouvoir en train de nous imposer cette maxi-prison. Notre proposition est double :

- **Agir contre les responsables du projet de maxi-prison** : les entreprises, les architectes, les autorités, les politiciens impliqués, les ingénieurs qui collaborent, partout où on peut les débusquer. Mettons hors service leurs bagnoles et engins de chantier, démontons leurs bureaux, compliquons la vie aux responsables de ce projet morbide.
- **Agir dans les quartiers de Bruxelles**, là où nous habitons et vivons, pour marquer clairement et nettement notre désaccord. *Le pouvoir veut nous imposer cette prison, rendons les quartiers alors incontrôlables pour le pouvoir.* Sabotons les chantiers de projets répressifs et commerciaux, compliquons la vie aux administrations locales, coupons la vidéo-surveillance, défendons-nous contre agression policière et capitaliste.

La construction de cette maxi-prison est un très grand et très important projet du pouvoir. Le but de cette lutte, c'est de rendre impossible la construction de la maxi-prison, de détruire ce projet. Il ne s'agit donc pas de l'aménager, de l'« humaniser », de le déplacer, de l'améliorer. Nous ne la voulons pas, cette maxi-prison, et nous allons tout faire pour empêcher qu'elle soit construite.

Cette lutte est une lutte destructrice contre la terreur répressive de l'Etat. Tenter de l'empêcher, c'est alors aussi une question de dignité pour tous ceux qui aspirent à la liberté et à la fin de l'oppression. En cela, cette lutte fait donc partie d'un combat beaucoup plus vaste et profond, d'un combat contre cette société d'argent, de pouvoir et de massacre.

Auto-organisation et action directe !

Agir contre les entreprises collabos ; agir dans les quartiers contre le pouvoir !

Pour la coordination de la lutte !

Avril

Noms et adresses. Début avril, un molotov a été jeté sur la voiture d'un policier habitant à Oreye. Mi-avril, un homme s'est présenté au domicile de Laurent Carlier, inspecteur de police à Bruxelles, habitant à Frasnes-lez-Gosselies (Les Bons Villers). Lorsque l'inspecteur lui a ouvert, le visiteur lui a demandé son nom, avant de sortir une arme à feu et tirer dans sa direction. L'inspecteur a eu le réflexe de refermer la porte et n'a pas été atteint.

Mai

Partout. A Besançon (France), lors du cortège anarchiste pour le premier mai, une petite action a lieu contre une agence de BNP Paribas pour sa collaboration à la construction de nouvelles prisons en Belgique. Les compagnons distribuent des tracts à propos de la lutte en Belgique.

Juin

Sabotage. Le chantier de la nouvelle prison psychiatrique à Anvers a été la cible d'un sabotage incendiaire. Trois grues mobiles et un lourd générateur électrique ont été détruits par les flammes. Selon l'entreprise de construction Denys qui effectue les travaux, les dégâts sont importants. Le feu aurait été mis à quatre endroits différents. C'est la même entreprise qui a remporté le contrat pour la construction de la maxi-prison.

Dans la rue. Des milliers de tracts et d'affiches appellent à un rassemblement contre la maxi-prison, les raffles et le réaménagement urbain à Anderlecht. Le jour même, la place est sous haute surveillance par la police. Une quarantaine de personnes se rassemblent avant de partir en manif sauvage. Quelques rues plus loin, la police charge et disperse les manifestants. Deux heures plus tard, un joyeux groupe coupe les grillages qui entourent le terrain vague le long de la rue Brogniez (toujours à Anderlecht). Les murs blancs sont décorés avec des slogans et avec quelques plaques en bleu, le terrain est rebaptisé Place Robin des Bois (Célèbre bandit et cauchemar historique des riches et des autorités).

Connard. Slogans contre la maxi-prison et Johan Van Wassenhove, PDG de l'entreprise Denys, dans le petit village au il habite. Il était le premier à les découvrir, tôt le matin, rentrant « d'un voyage d'affaires » en Arabie saoudite.

Pèlerins anti-prison. Nombreux slogans contre la prison ont été peints sur trois bâtiments religieux dans le Brabant Flamand et sur la Basilique de Scherpenheuvel, le plus important lieu de pèlerinage de Belgique.

Deux matons K.O. Deux gardiens de la prison de Bruges ont été blessés lors d'une « attaque précise et bien préparée » par des détenus.

Solidarité. Des inconnus jettent de la peinture rouge sur le Palais de Justice de Liège, laissant le tag « Solidarité avec les prisonniers ».

Enfermer humainement, ça n'existe pas !

La Régie des Bâtiments, gérant de l'immobilier de l'Etat et commanditaire d'œuvres d'intérêt public, a défrayé la chronique avec les premiers dessins de la future maxi-prison de Bruxelles. Sur ces images : de souriants hôtes de la prison, aucun gardien visible, des murs « intégrés dans l'environnement existant », vert naturel, des bâtiments à l'échelle d'un village. On dirait une colonie de vacances. Le communiqué officiel se vante de « l'humanité » de ce nouveau projet, d'une nouvelle façon de « vivre en milieu pénitentiaire »...

Celui qui contrôle le sens des mots s'assure d'une capacité considérable de maîtrise des esprits. Ainsi, le pouvoir a toujours cherché à donner aux mots le sens qui l'arrange. Les guerres menées par l'Occident ne s'appellent plus « guerres », mais « interventions humanitaires ». Les centres fermés pour illégaux ne sont pas des prisons pour des gens qui n'ont pas le bout de papier requis, mais des « centres d'accueil pour réfugiés ». La justice sociale n'est pas ce que chacun entend par être « juste », mais la Justice avec ses lois et ses juges. On pourrait dresser tout un dictionnaire des mots du pouvoir qui exercent une influence profonde sur nos capacités à réfléchir et à discuter.

Pourtant, c'est au contact de la réalité et de la vigueur des idées que les mots tendent à reprendre leur véritable sens. L'aberration qui consiste à enfermer un être humain dans une cage et à le soumettre à un contrôle total, peut bien se retrancher derrière des gros mots comme « protection de la société », « punition des délinquants », ou tenter de se justifier par « un accompagnement vers la réinsertion », « un environnement humain et vert », est-ce que cela n'en reste pas moins une aberration ? La politique « humaine » d'incarcération, que l'Etat brandit comme un étendard, ressemble à un manuel pour repeindre les cages en rose.

Force est de constater que les cages ne sont pas que physiques. Une cellule a quatre murs, mais dans la tête, les murs, les grillages et les barbelés se comptent par centaines. La prison ne devient acceptable que si on accepte la société actuelle comme inéluctable. Enfermer quelqu'un n'est envisageable que lorsqu'on croit que la liberté se trouve dans le code pénal. Condamner la délinquance n'est possible qu'en écartant de la définition de ce terme tous les méfaits et les crimes, bien plus importants, des Etats et des capitalistes. Menacer un employé de banque pour le forcer à ouvrir un coffre-fort est un grand crime puni

par la loi, exploiter des milliers de travailleurs et empoisonner la terre, c'est le « libre marché ». Comme le résumait Stirner en 1844 : « Aux mains de l'individu, la force s'appelle crime. Aux mains de l'Etat, la force s'appelle droit. »

Mais pour en revenir à notre « paisible village pénitentiaire », comme le pouvoir nomme la future plus grande prison de Bruxelles, regardons (une fois n'est pas coutume) d'un peu plus près le refrain du plus réaliste des réalistes, la chanson ennuyeuse de ceux qui ont perdu toute capacité à rêver et à se battre à corps perdu pour leurs idées d'émancipation. Admettons que les cellules de cette nouvelle prison seront moins grises, que les détenus y auront plus accès aux soins et aux activités, qu'au lieu de compter les jours à l'ombre d'un grand mur désespérant, on y verra quelques rayons de soleil et des cimes d'arbres. Tout cela ne sera possible qu'au prix d'un contrôle plus profond, omniprésent, et d'une aseptisation des rapports humains. Le but avoué de toute incarcération est de briser la personnalité de la personne jugée « criminogène ». Vu la résistance que des individus opposent à ce lavage de cerveau, le pouvoir mène continuellement de nouvelles expérimentations. De l'isolement total et la privation sensorielle, comme dans les modules de Bruges et de Lantin, en passant par le traitement médical et le dopage généralisé, jusqu'aux prisons « humaines » de demain. Nous n'avons pas non plus oublié comment le nouveau centre fermé de Steenokkerzeel avait également été présenté comme « un centre humain ». La dure réalité de l'incarcération avec son lot de tabassages, de désespoir, de « suicides », n'a pas tardé à arracher ce masque, pour faire apparaître ce centre pour ce qu'il est vraiment : un camp de concentration pour étrangers. Celui qui se laisse duper par les formes, oubliera le fond. La nouvelle politique pénitentiaire affichée par l'Etat n'a pas d'autre but.

Avec ses prétentions humanistes, il tente de désamorcer toute critique radicale de la prison, radicale au sens où elle va jusqu'à la racine de la question. Ainsi, ils auront beau camoufler leurs filets anti-hélicoptères qui ne laissent entrevoir le ciel qu'à travers des mailles, comme des pare-soleil, ils peuvent même peindre les murs en vert ou attacher des nounours aux barbelés, cela ne changera rien au fait que ce monde ne saurait défendre les privilèges de quelques riches et puissants sans pratiquer l'incarcération de masse. On voit d'ailleurs bien comment l'enfermement judiciaire se répand à travers toute la société, bien au-delà des murs des prisons : bracelets électroniques, peines de travail, suivi psychologique obligatoire,... Critiquer radicalement la prison, c'est s'attaquer à sa raison d'être, et sa raison d'être n'a rien d'humaniste ou d'extravagant, elle se résume à la nécessité pour l'Etat de gérer les contradictions sociales que le système génère, et de mater les révoltes qui le remettent en question. Point barre.





Tract distribué sur Bruxelles en juin 2014 et envoyé à quelques dizaines de prisonniers se trouvant dans différentes taules en Belgique.

Avis aux prisonniers du dedans et du dehors

Ces paroles s'adressent à toi, toi qui es incarcéré dans les taules de l'Etat comme à toi qui es toujours plus enfermé dans cette ville de Bruxelles en train d'être transformée en prison à ciel ouvert.

Regarde autour de toi, mais regarde avec tes yeux, pas ceux des politiciens, des flics ou des chefs.

Pendant des années, de nombreuses mutineries ont secoué l'enfer carcéral. Depuis ces endroits où l'Etat met à l'écart ceux qui dérangent, ceux qui ne marchent pas au pas, ceux qui sont déclarés « indésirables » dans cette société de pouvoir et de fric, des cris de révolte et de vie ont surgi. Pour crier haut et fort que les barreaux tuent, que les cellules détruisent l'être humain, qu'une société qui enferme pour se protéger est elle-même une grande prison. L'Etat répond aujourd'hui à ces cris par plus de répression, par des cellules d'isolement, par des régimes stricts, par la construction de nouvelles prisons pour étouffer ces élans généreux de révolte et de solidarité.

Dehors, il y a aussi eu des révoltes qui ont secoué le joug de la normalité, des actions multiples et diffuses contre tout ce qui exploite et enferme. Pour affirmer que cette société nous dégoûte, que nous ne voulons pas d'une existence d'esclave abruti qu'elle nous offre et nous impose, que nous ne resterons pas les bras croisés quand la police assassine et torture, quand l'économie capitaliste pousse nos proches au bord du gouffre, de la dépression et du suicide, quand la machine sociale lave nos cerveaux pour devenir de braves citoyens obéissants et éteints. Chaque sabotage, chaque émeute, chaque attaque sont autant de cris de vie contre un monde qui nous veut tous morts ou esclaves de l'autorité. Et aujourd'hui, l'Etat transforme les quartiers populaires en zones taillées pour la classe moyenne et les bourges à coups de projets de lofts, de centres commerciaux et de boutiques de luxe ; il construit et aménage pour plaire aux eurocrates, entrepreneurs et représentants internationaux ; il entend couvrir la ville entière d'un filet resserré de vidéosurveillance pendant que les transports en commun ressemblent toujours plus à des check points en zones de guerre ; il serre les vis à tous les

niveaux pour compliquer la survie et investit massivement dans la police et la sécurité. L'Etat construit des dizaines de nouvelles prisons aux quatre coins de la Belgique, il veut d'ailleurs construire une maxi-prison à Bruxelles. Mais son projet plus ambitieux encore est de transformer tous les possibles foyers de résistance en autant de couloirs du grand camp de concentration à ciel ouvert qu'est en train de devenir Bruxelles, et par extension toute la société.

Regarde maintenant à l'intérieur de toi-même. Ce que l'Etat veut étouffer, se trouve là, à l'intérieur de toi. C'est ta capacité à réfléchir par toi-même, à penser et rêver de nouveaux mondes qui ne sont pas des prisons de fric et de pouvoir. C'est ta capacité à agir, à ne pas rester sur la défensive et te lamenter, mais à attaquer. Autant de soulèvements dans le monde entier, de la Tunisie en passant par l'Egypte, la Syrie, la Turquie, la Bosnie jusqu'au Brésil, ont déblayé l'obstacle probablement le plus important : l'erreur de croire que nous ne pouvons rien faire.

Débarrassons-nous alors de la résignation qui nous étouffe, interrompons la routine quotidienne du travail, du contrôle, des obligations imposées par le système et saisissons le temps et l'espace pour imaginer notre évasion.

Les battements de ton cœur s'accroissent. Le sang pompe intrépidement dans tes veines. Tes yeux discernent clairement les contours de l'ennemi, ce monstre qui se compose de prisons, de flics, de capitalistes, de chantiers, de banques, d'institutions. Tes mains te démangent et saisissent la pierre, la bouteille remplie d'essence, la gâchette de l'arme, la main de ton complice. C'est l'adrénaline de l'évasion, le rêve de la liberté.

La seule évasion possible, c'est la révolte.

Pour la coordination des luttes à l'intérieur et à l'extérieur des taules.

Vive l'insurrection.

Sabotage. La presse parle de sabotages incendiaires contre les nouvelles caméras de vidéosurveillance à Bruxelles, détaillant même un véritable mode d'emploi pour mettre hors service les yeux de l'Etat.

2 en 24h. A Anderlecht, des bonbonnes de gaz explosent devant le commissariat local, provoquant un incendie. Les dégâts restent limités. Moins de 24h plus tard, un autre commissariat à Bruxelles est touché par un incendie volontaire.

Octobre

Passage. A Anderlecht, un local de lutte contre la maxi-prison, Le Passage, est ouvert. A part les heures de permanence, des discussions, des projections et des repas y sont organisés.

Table de presse perturbée. Comme souvent, des compagnons distribuaient des tracts et tenaient une table de presse contre la maxi-prison. Cette fois-ci, à une sortie de métro à Anderlecht, la police arrive, arrache les tracts, tente d'intimider les compagnons et procède à des contrôles d'identité. Ensuite, ils se barrent.

Intervention. Des gens font interruption dans une station de métro et couvrent la station avec des tags contre le contrôle et la maxi-prison. Ils laissent aussi pleins de tracts.

Brûle collabo. Sur un chantier d'un projet de réaménagement urbain à Anvers, deux baraques de chantiers, dont le bureau de l'ingénieur, partent en fumée, tandis qu'un autre foyer ravage du matériel de construction. Le chantier est réalisé par les entreprises BAM, Inter-build et Willemen, toutes les trois impliquées dans la construction de nouvelles prisons en Belgique.

Novembre

Rage solidaire. Sur un chantier de réaménagement urbain au centre-ville de Bruxelles, une pelleteuse et un engin de forage sont incendiés. Un tag a été laissé sur place « A Rémi », le camarade tué par la police à Testet (France). Quelques jours auparavant, une centaine de personnes étaient descendues dans la rue en petite manif sauvage.

Soirées de soutien. A Liège, Gand et Bruxelles, trois soirées avec débats et concerts ont lieu pour soutenir la lutte contre la maxi-prison à Bruxelles et le combat contre les prisons en Grèce.

Dans le noir. A Anderlecht, les sabotages de l'éclairage public se multiplient, plongeant les rues dans le noir.

Alcatraz. A Molenbeek, tracts et affiches « Faire du business avec l'horreur » circulent contre le « Alcatraz bar », un nouveau projet de café huppé avec mise-en-scène carcérale, faisant partie de la gentrification en cours. Deux mois plus tard, le bar ferme.

Ricochets. Le premier numéro de Ricochets, bulletin contre la maxi-prison et le monde qui va avec, est distribué à 2000 exemplaires dans les quartiers de Bruxelles.

Depuis de bien longues années, les mutineries et les révoltes se déchaînent dans les prisons, des individus récalcitrants s'y battent pour préserver leur dignité et résister au monstre carcéral. Les dessins enjolivés de la future prison de Bruxelles ne peuvent pas faire oublier toute la palette répressive d'isolement, de punitions, de cachot, d'interdiction de visites, de tabassages et de dopage mise en œuvre dans les prisons pour mater les velléités de révolte, et pour dompter les cris de liberté.

Une lutte est en cours pour empêcher la construction de cette maxi-prison. Maintenant, c'est donc aussi devenu un combat pour le sens des mots. Soit

! On se battra pour continuer à crier que la liberté ne réside pas dans la loi, que la prison n'est pas une colonie de vacances. Face aux arguments de la machine de propagande étatique, le mieux est de rester muets et de trouver ailleurs des espaces autonomes et libres, où le sens des mots est forgé par la bataille quotidienne contre toute exploitation et toute oppression. Loin des projecteurs du spectacle de la politique et de son double discours, la lutte tente de se frayer un chemin dans la rue, et de détruire ce qui nous détruit.



LE PASSAGE

Un local de lutte contre la maxi-prison



Espace d'info et de coordination

En octobre 2014 un local de lutte contre la maxi-prison ouvre ses portes. Situé au coeur d'Anderlecht dans la rue Rossini 11, le local vient répondre à la nécessité d'un espace de rencontre, un point de référence physique, pour ceux qui luttent de façon autonome et auto-organisée contre la construction de la maxi-prison. En dehors des permanences, des discussions, des projections et des repas de soutien y ont lieu.

• **Un point d'info et de rencontre** qui permet de se tenir au courant, d'échanger des informations, de se connaître, de discuter et de réfléchir afin d'affûter ses armes contre le projet de maxi-prison.

• **Un point de distribution** de toutes sortes de matériels contre la maxiprison (affiches, tracts, publications, autocollants...) et une petite bibliothèque pour réfléchir et approfondir notre combat.

• **Un espace pour se coordonner** dans cette lutte, pour stimuler l'auto-organisation et l'action directe, la réflexion sur les actions à envisager et les initiatives à prendre, un espace pour se soutenir les uns les autres dans la lutte.

• **Un point d'appui** qui est à disposition de toutes celles et tous ceux qui luttent pour empêcher la construction de la maxi-prison de façon directe et en dehors des logiques institutionnelles et autoritaires.

Le passage s'inscrit dans un chemin de lutte contre la maxi-prison.

Un chemin qui sort des voies toutes tracées de la politique pour faire le pari de l'auto-organisation de la lutte, sans faire appel à un quelconque parti ou à une quelconque institution.

Un chemin qui dépasse les cadres que le pouvoir a préétablis, où chacun pense par soi-même et non à l'ombre d'un chef ou d'un spécialiste.

Un chemin qui ne veut pas négocier avec le pouvoir mais attaquer directement le projet de maxi-prison.

Un chemin offensif qui met des bâtons dans les roues de ceux qui veulent construire cette prison (entreprises de construction, architectes, responsables politiques...).

Un chemin qui prend l'initiative dans les rues de cette ville toujours plus quadrillée et fait vivre ce combat dans les quartiers.

Et comme sur ce chemin, il n'y a pas de recette, il se dessinera à travers les actions et l'imagination que chacun, chacune lui insufflera.

Contre leur projet de maxi-prison, reprenons goût à la liberté !



Extrait du tract « Une journée noire à Anderlecht, allumons les torches ! » distribué le 18 janvier 2014, le jour après la mort de Maria Chidiri, « tombé » de la fenêtre lors d'une perquisition à Anderlecht.

Pour l'insurrection

La construction prévue de la plus grande prison de Belgique sur le sol bruxellois n'est qu'un autre volet de la guerre que le pouvoir mène aux pauvres, une guerre qu'il mène également en implantant des logements de luxe dans les quartiers populaires comme en militarisant les transports en commun. Si le pouvoir est bien conscient de ce qu'il est en train de faire, à nous d'être aussi conscient du choix qui se présente : ou se laisser faire ou se battre.

L'heure n'est peut-être pas à l'affrontement frontal avec le pouvoir, mais face à la guerre qu'il a entreprise contre le Bruxelles d'en bas, il faut reprendre l'initiative. Certains diront peut-être

que nous sommes trop peu à vouloir et à oser se révolter, mais en fait, la question n'est pas là. Si le pouvoir tisse partout son filet de contrôle, il est pourtant loin d'être tout-puissant. Quand l'ennemi se présente en masse et occupe le territoire, comme tout pouvoir doit logiquement le faire pour faire courber l'échine aux opprimés, il faut agir en partisans. En somme, agir en petits groupes, mobiles et créatifs, pour saboter les projets du pouvoir. Mettre le feu aux chantiers qui annoncent la venue du pouvoir et du fric. Couper les câbles de la vidéosurveillance. Transformer les poubelles et les véhicules d'entreprises en autant de flambeaux de révolte. Débusquer les patrouilles

de police isolées et vulnérables. Provoquer du désordre dans la routine quotidienne de la misère et de l'économie, comme faisaient ces vieux saboteurs qui coupaient l'électricité, sabotaient les chemins de fer et les métros, érigaient de petites barricades sur les axes routiers pour bloquer la circulation. Et créer des espaces là où s'est possible, pour se parler et se coordonner dans la lutte contre le pouvoir. Créer des espaces auxquels le pouvoir n'a pas accès, comme des marécages où ses troupes ne peuvent que s'embarber. C'est d'air aussi dont on a besoin, d'air frais et vigoureux si on veut que le vent de la révolte souffle.

Au-delà des frontières. Trois votes de parlementaires européens sont incendiées à Bruxelles. L'attaque est revendiquée en solidarité avec l'anarchiste Nikos Romanos, en grève de la faim en Grèce, et tous les prisonniers anarchistes et révolutionnaires.

Alerte. Double alerte à la bombe au Palais de Justice à Bruxelles. Tous les bâtiments judiciaires sont évacués.

Crève la taule. La nuit du Nouvel An, feu d'artifice devant la prison de Itrre près de Bruxelles.

Janvier

Vengeance. Lors d'une course-poursuite, une patrouille de police arrache la jambe de Abdelamine à Laeken. Une semaine plus tard, vers 20h, des dizaines de personnes attaquent le comico de là-bas à coups de pierres et de cocktails molotov.

La belle. Douze prisonniers s'évadent du centre fermé pour clandestins de Bruges.

Architecte collabo. Deux engins incendiaires inexplosés retrouvés devant les bureaux de Jaspers & Eyers à Louvain, la plus grande firme d'architectes de la Belgique, qui a notamment collaboré à la nouvelle prison de Beveren, au nouveau QG de la Police Fédérale, à maintes tours de bureaux à Bruxelles,...

Manif sauvage non-annoncée contre la maxi-prison, les rafles et le contrôle à Anderlecht. Sur le trajet, plusieurs distributeurs de billets et de tickets cassés, à la fin, le bâtiment de VK Engineering, ingénieurs collaborant à la construction de la maxi-prison, est attaqué: toutes les vitres cassées et jets de peinture. Le soir, la police fait une descente au Passage, contrôle les identités et perquisitionne le local.

Incendies de deux fourgons appartenant aux entreprises Wisag et Sodexo, impliquées dans l'industrie carcérale, à Berlin. La revendication de l'action fait le lien avec la lutte en Belgique.



Rebellons-nous contre la maxi-prison

Ricochets, n° 1, novembre 2014

L'Etat belge veut construire une nouvelle prison à Haren, au nord de Bruxelles. Elle est supposée devenir la plus grande prison de la Belgique, une maxi-prison, un véritable village pénitentiaire qui regrouperait cinq prisons différentes sur un seul terrain. Comme les autres nouvelles prisons construites ces deux dernières années, celle de Bruxelles serait aussi réalisée par ce qu'on appelle un « partenariat public-privé ». Cela veut dire que la construction et la gestion de la prison sont entièrement dans les mains d'entreprises privées, et que l'Etat la loue de ces entreprises pendant 25 ans, après quoi elle devient finalement propriété de l'Etat. Il ne faut alors pas chercher bien loin pour comprendre les intérêts économiques gigantesques que ce projet représente. Cette maxi-prison sera aussi la première prison belge où il sera possible d'enfermer en même temps autant de personnes (le complexe comptera 1200 cellules), tant des hommes que des femmes et des enfants. Un tribunal installé à l'intérieur de cette prison devrait en plus permettre de limiter les déplacements de détenus à un strict minimum.

La construction de cette atrocité est la cerise sur le gâteau du « master plan » conçu par un des gouvernements antérieurs et qui prévoit la construction d'environ neuf nouvelles prisons, partout dans le pays. Ce plan est vendu à la population comme la réponse ultime à la surpopulation, et à la putréfaction avancée de certaines prisons, comme un grand pas vers un enfermement plus humain, avec plus d'attention à la réintégration des détenus. Unne telle manœuvre devenait pour le pouvoir presque inévitable, vu que le monde carcéral est depuis des années tourmenté par des évasions, des prises d'otage de matons, des refus de remonter aux cellules, des vastes et des petites mutineries. En plus, les conditions de détention ont amené plusieurs instances internationales à taper l'Etat belge sur les doigts. Ils veulent donc en finir avec le désordre, la révolte et l'attention internationale. Mais tout ce discours d'humanisation, sorti du chapeau en temps de soi-disant crise pour faire en sorte que la population accepte cet énorme afflux d'argent vers l'enfermement, est évidemment une connerie absolue. Ce n'est qu'un emballage contemporain pour quelque chose de fort ancien ; le pouvoir qui affûte toujours plus ses armes répressives, pour se mettre à l'abri, pour défendre son système, pour préserver sa direction vers toujours plus de contrôle et d'oppression.

Actuellement, on injecte de différentes façons de l'argent dans la Justice en Belgique. Il n'y a pas seu-

lement les milliers de nouvelles cellules, il y a aussi l'extension du système de bracelet électronique, l'assignation à résidence surveillée, les peines de travail, les amendes, etc. Pour l'Etat, il ne s'agit pas d'humaniser ses sanctions, mais bien de les étendre vers tous ceux qui aujourd'hui trouvent encore des systèmes de débrouille et arrivent à rester en dehors du giron de la justice. En augmentant fortement la capacité des prisons et en élargissant les possibilités de peines alternatives, il veut se donner tous les moyens possibles pour avoir plus de prise sur la société, pour pouvoir punir encore plus de gens, et les enfermer dans une prison, dans leur logement, dans un boulot ou à des dettes financières.

Et les puissants ont plus que jamais compris que la réalisation de ce but ne passe pas uniquement par les créations traditionnelles de l'appareil répressif. Si nous regardons la ville de Bruxelles, nous voyons que la maxi-prison n'est pas le seul projet ayant pour objectif de contrôler des gens, de déterminer de différentes façons leur comportement, d'influencer et de borner leur vie quotidienne. Jusqu'aux coins les plus éloignés de la ville, les projets qui en témoignent poussent comme des champignons : de la construction de nouveaux commissariats de police à l'installation de plus de caméras de vidéosurveillance, en passant par la présence renforcée de policiers dans la rue. De l'extension du quartier européen à la création d'un réseau de transport en commun extrêmement contrôlé qui doit amener la main d'œuvre habitant à l'extérieur de la ville rapidement et efficacement jusqu'à son lieu de travail. De la construction de temples dédiés à la consommation toujours plus grands, à l'implantation de nouveaux logements chers dans les quartiers plus pauvres afin de réaliser un « nettoyage social ». Toutes ces inventions brillantes ne sont rien de plus que des instruments ayant comme seul but de garder les gens dans le rang ou de les forcer à rentrer dans le rang et de cibler, humilier, chasser ou enfermer ceux qui ne le peuvent pas ou le refusent consciemment. La nouvelle maxi-prison à Haren et la rénovation urbaine à Bruxelles sont les deux faces de la même médaille.

Il y a presque deux ans, les premiers tracts exprimant une opposition radicale à la construction de la prison à Haren étaient distribués, reliant ce énième projet répressif de l'Etat directement avec la lente mais certaine transformation de la ville en une grande prison à ciel ouvert. Depuis, une lutte est née qui a connu beaucoup d'initiatives et d'intensités différentes : tracts, affiches, tags, rassemblements, occupations, manifestations, sabotages et actions directes. Toutes ces initiatives respirent une attitude anti-politique, et sont une invitation à chacun et chacune pour passer aussi à l'attaque, dans un conflit direct avec les puissants et leurs plans. Elles revendiquent aussi l'autonomie de lutte, encourageant chacun et chacune à s'organiser quand, comment et avec qui il ou elle l'estime le mieux, dans un affrontement direct avec ce qui nous opprime.

La construction de la maxi-prison à Haren ne pourra jamais être empêchée seulement avec des mots. L'imagination, les idées, la persévérance, la passion et les actes de chacune et de chacun peuvent par contre attiser un incendie auquel aucun projet d'aucun bastion du pouvoir ne saurait résister. Continuons à explorer les chemins, passons à l'action.

Contacts

Le Passage

espace d'info et de coordination dans la lutte contre la maxi-prison

rue Rossini 11

1070 Anderlecht

Bruxelles

lepassage@riseup.net

Ricochets

bulletin contre la maxi-prison et le monde qui va avec

ricochets@riseup.net

La Cavale

nouvelles de la lutte contre la prison

www.lacavale.be

cavale@riseup.net